Les projets miniers qui décideront de l’orientation des cours lors de la prochaine décennie

**Le cours du cuivre s’est nettement contracté depuis son sommet historique du mois de mai, mais les fondamentaux à  long terme demeurent haussiers pour le métal rouge, au regard des besoins futurs en électrification et dans les énergies vertes et ce, alors que le marché est attendu en déficit à partir de 2025.**

Erik Heimlich, spécialiste du cuivre  pour Commodity Research Unit, a indiqué, lors du séminaire « La révolution verte des métaux de base », qu’un déficit d’offre commencerait à se former à partir de 2025 et qu’il atteindrait 5,9 millions de tonnes en 2035.

Ce déficit a été calculé à la lumière de la production minière annuelle, d'un peu plus de 20 millions de tonnes en 2020, issue des projets existants.

Erik Heimlich affirme que le déficit n’est pas alarmant outre-mesure, d’un point de vue historique puisqu’il a dépassé, au cours des sept dernières années, 5 millions de tonnes, sachant que 2015 et 2016 ont été des années où les cours des matières premières ont lourdement chuté. Le cuivre cotait alors la moitié de ce qu'il vaut aujourd’hui.

Néanmoins, l'industrie devra relever de nombreux défis pour combler ce déficit, les producteurs étant contraints, selon Erik Heimlich, de porter des projets dont les processus sont de plus en plus complexes et lourds avant d’aboutir au stade de la production.

**La difficulté des ESG**

Les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) y sont notamment pour quelque chose : ils peuvent parfois constituer un obstacle majeur. Le projet Rosemont de Hudbay Minerals, situé dans l’Arizona aux Etats-Unis, est bloqué depuis plus de dix ans par des organisations de défense de l’environnement.

Au Chili, un tribunal a commandé une étude sur l’impact de l’exploitation de la mine Norte Abierto sur les peuples autochtones, un projet détenu conjointement par Barrick Golg et Newmont Mining.

Au Pérou, l’élection à la présidence du pays de Pedro Castillo pourrait mettre un point final à l’exploitation de la mine Tia Maria de Southern Copper. Ce dernier prévoit d’instaurer des taxes sur les projets miniers. Le projet a déjà été suspendu deux fois face à la protestation des communautés indigènes et des défenseurs de l’environnement.

Au Chili, le projet de redevances devrait lui être abandonné. Le projet d’expansion souterraine de 150.000 tonnes par an de Los Bronces, d’Anglo American, va devoir recourir à un procédé particulier pour limiter l’impact sur les glaciers alentours, ce qui va réduire la teneur en cuivre des minerais. Les autorisations requises pour débuter les travaux d’expansion de la mine ne seront pas délivrées avant trois ans.

**Des coûts toujours plus lourds**

Les coûts de production sont également un frein à la mise en œuvre de nouveaux projets. Les coûts d’infrastructure - usines de désalinisation d’eau de mer et stations électriques par exemple - augmentent. La baisse de la qualité des minerais requiert des installations minières plus conséquentes.

Erik Heimlich estime que le cours du cuivre actuel permet largement d’investir dans des mines et celles dont l’exploitation est qualifiée de « probable » par l’analyste couvriraient, si elles étaient lancées, l'essentiel du déficit attendu.

De plus, les capitaux nécessaires pour lancer des nouveaux projets sont restés stables ces dernières années malgré toutes les difficultés. De 2009 à 2015, le capital requis par tonne de cuivre produite est passé d'un peu plus de 10.000 $/t à environ 20.000 $, où il demeure aujourd'hui.

Les mines présentes sur la carte, dont la production sur leur durée de vie excèderait 100.000 tonnes par an en moyenne, appartiennent aux mêmes producteurs pour l’essentiel, car, tout comme pour le minerai de fer, le cuivre est de plus en plus un jeu réservé aux gros acteurs. Si les coûts d'investissement devaient augmenter au rythme observé entre 2009 et 2015, alors les difficultés de financement apparaîtraient et les producteurs devraient alors choisir méticuleusement leurs projets.